DL

MTL. - 1 - L.6593/1.

2 IV 1959

Coordination(1)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 14 mars 1959, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant statut pécuniaire du personnel communal", a donné le 26 mars 1959 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 14e maart 1959 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende de bezoldigingsregeling van het gemeentepersoneel", heeft de 26e maart 1959 het volgend advies gegeven :

C.E. Entrée 3.4.59 N° COORD

Le projet tend à remplacer par un texte unique toutes les dispositions légales éparses qui régissent aujourd'hui la situation pécuniaire des divers agents communaux. Il tend aussi à uniformiser les statuts pécuniaires des agents de toutes les communes et à les mettre en harmonie avec celui du personnel des ministères.

Tout le système des rémunérations des agents communaux continuera de reposer, d'une part, sur le classement des communes en catégories et, d'autre part, sur la hiérarchie des grades communaux, commandée par le grade de secrétaire communal. Mais le barème des traitements du secrétaire sera fixé directement par la loi, et ceux du receveur et du commissaire de police en chef (ou unique), par le Roi, sans aucune intervention de la commune.

Pour les autres grades, le conseil communal sera tenu d'adopter les barèmes des ministères ou des barèmes analogues , selon que les grades en cause auront ou n'auront pas leur équivalent dans les grades des ministères. Toutefois, pour un certain nombre de rémunérations, le conseil communal pourra ensuite "aménager" la structure interne de l'"échelle" des traitements, avec plus ou moins de liberté selon l'importance du traitement maximum.

D'autre part, le conseil communal pourra, dans certaines limites, prendre en considération certains

.../...

services de l'agent, antérieurs à son entrée à l'administration communale. Il pourra de même prévoir que l'agent conservera, lors d'un changement de grade, le "complément" acquis dans l'échelle des traitements du grade délaissé.

Telles sont les grandes lignes du nouveau régime.

\+

\+ \+

Le projet reprend certains termes techniques utilisés par le statut pécuniaire du personnel des ministères. Il serait difficile de ne pas adopter la terminologie conventionnelle d'une réglementation que l'on prend, sinon comme modèle, au moins comme texte de référence principal.

Le Conseil d'Etat s'est efforcé d'exprimer d'une manière plus claire et plus complète les intentions du Gouvernement telles qu'elles lui ont été expliquées par les fonctionnaires délégués. Il a tenté surtout de faire disparaître les ambiguïtés du texte : il a veillé, notamment, à faire distinguer les facultés accordées aux communes de fixer certaines modalités du statut (par exemple, à l'article 8, § 1er, du projet), les limites fixées à l'exercice de ces facultés soit en faveur des agents (ex. : art. 8,§ 3),

soit dans un souci d'intérêt général (ex. : art.8, § 2), et, enfin, les règles qui s'imposent d'une manière absolue aux communes (ex. : art.8, § 4). Il faut noter, à ce propos, que certaines expressions du projet recouvraient, sans le dire, plusieurs idées différentes: ainsi , les mots "Sont seuls admissibles ... les services effectifs ... " de l'article 6, alinéa 1er, signifiaient que le statut pécuniaire pourra prendre en considération , en tout ou en partie, les "services antérieurs" déterminés par l'alinéa, et ceux-là seulement..

Enfin, le Conseil d'Etat a cru opportun de grouper les dispositions du projet en six chapitres, dont voici le sommaire :

I. Dispositions générales : champ d'application et terminologie de la loi; établissement et approbation des statuts communaux.

II. Des échelles : classement des communes; échelles des secrétaires, receveurs et commissaires de police; échelles des autres grades.

III. Du complément : services antérieurs; changement de grade; carrière plane.

IV. Du traitement individuel : fixation; augmentation différée ou refusée; recours; mobilité; paiement et répétition.

V. Des allocations et indemnités.

.../...

VI. Dispositions modificatives et abrogatoires (présentées suivant l'ordre chronologique des lois et l'ordre numérique des dispositions modifiées) et dispositions transitoires.

Vu l'importance des remaniements, le présent avis reproduit d'une manière synoptique, en annexe, les dispositions du texte du Gouvernement et celles du texte proposé par le Conseil d'Etat, dans l'ordre adopté pour le second texte. C'est dans le même ordre que sont présentées les observations particulières qui suivent.

\+

\+ \+

Etant donné que les mots "colonie" et "colonial" ont été remplacés déjà dans les dénominations du Ministère des Colonies et de l'Ecole coloniale, l'expression : "service de la Colonie" devrait être évitée. On peut aisément omettre, à l'article 2, l'expression et sa définition, si l'on remplace la première par la seconde à l'article 6 du projet (article 10 , Conseil d'Etat).

\+

\+ \+

Peut être omise aussi, la seconde phrase de l'alinéa 2 de l'article 4 : "A cet effet, le gouverneur transmet le dossier au Ministre de l'Intérieur". Cette disposition serait mieux à sa place dans une circulaire.

La notification ,prévue au même article, de la décision d'improbation du statut pécuniaire par la

députation permanente, devrait être faite au conseil communal, et non au collège des bourgmestre et échevins, puisque c'est le conseil qui pourra se pourvoir auprès du Roi.

+

+ +

Le Conseil d'Etat suggère de placer en annexe le tableau qui figure à l'article 13 du projet (article 5 du Conseil d'Etat), pour trois raisons :

1° pour que le texte des articles ne soit pas interrompu;

2° parce que le tableau comprend, outre le classement des communes en catégories, les échelles de traitements des secrétaires communaux auxquelles se réfèrent plusieurs autres articles;

3° parce que, en cette seconde partie, le tableau pourra être modifié par le Roi et qu'il est de meilleure technique législative de ne pas laisser de telles dispositions dans le corps même de la loi.

Au sujet des reclassements prévus au même article, il ressort des déclarations des fonctionnaires délégués :

1° que seuls les relevés officiels de population afférents à des années postérieures au dernier recensement général pourront provoquer un reclassement d'office;

2° qu'en limitant les effets d'un reclassement effectué sur demande, le Roi ne pourra plus établir de discriminations entre les divers agents de la commune reclassée.

+

+ +

.../...

En vue de la fixation des échelles de traitements, régie par l'article 5, § 1er, alinéas 2 à 6, du projet (article 9 , Conseil d'Etat), il est logique que l'identité, ou mieux l'équivalence, entre un grade communal et un grade de ministère soit jugée selon les critères prévus à l'article 2 pour le classement des grades communaux entre eux.

D'autre part, il n'y aura pas identité absolue entre les "groupes barémiques" des communes et ceux des ministères, comme semble l'exiger l'alinéa 4. En réalité, le Gouvernement veut que les groupes barémiques communaux soient régis par des augmentations égales à celles de l'Etat quant à leur montant, mais non quant à leur fréquence.

Lorsque le projet permet l'aménagement de la structure interne d'une échelle de traitements par l'établissement d'augmentations annuelles égales, il doit être entendu que l'"amplitude" de la carrière barémique doit rester la même, c'est-à-dire que le nombre d'années nécessaire pour atteindre le maximum du traitement doit rester inchangé.

Enfin, il importe de dire qu'aucun aménagement de structure ne modifiera l'appartenance du grade intéressé à son groupe barémique théorique : telle est l'intention du Gouvernement.

\+

\+ \+

Au sujet du calcul du "complément" en cas de changement de grade, régi par l'article 8 du projet (article 11, Conseil d'Etat), il est obvie que la seconde phrase du § 2, alinéa 2, fait double emploi avec le dernier membre de la phrase qui précède.

\+

\+ \+

Lorsque le conseil communal diffère l'octroi d'une augmentation périodique à un agent, il peut et doit décider si cette mesure aura ou n'aura pas une incidence sur les augmentations ultérieures.

Il va de soi que l'agent aura un recours aussi bien contre une décision différant l'octroi de l'augmentation que contre un refus pur et simple.

Il importe de compléter , en tenant compte des deux observations qui précèdent, l'article 10, alinéas 2 et 3, du projet (articles 16 et 17, Conseil d'Etat).

\+

\+ \+

.../...

Le recours organisé par la loi communale pour le secrétaire en cas de refus de l'augmentation périodique de traitement, ferait double emploi avec le recours organisé par le projet pour tous les agents frappés par semblable mesure. Il importe donc d'abroger partiellement l'article 109 de la loi communale (voir article 23, §§ 1er et 2, Conseil d'Etat).

\+

\+ +

Enfin, il serait opportun de prendre comme date de référence pour l'application de la disposition transitoire (article 17 du projet, article 30 Conseil d'Etat), la date de l'arrêté de présentation du projet de loi, plutôt que celle du dépôt du projet sur le bureau d'une des Chambres législatives.

Le texte du projet de loi devra naturellement être inséré dans un arrêté royal, rédigé en la forme usuelle des arrêtés de présentation. Dans le texte de loi, le tableau annexé sera suivi de la formule : "Vu pour être annexé à la loi du ... " et des mêmes signatures que le dispositif.

\+

\+ +

.../...

TEXTE DU GOUVERNEMENT.

PROJET DE LOI PORTANT STATUT PECUNIAIRE DU PERSONNEL COMMUNAL.

Article 1er.-

La présente loi s'applique à tous les membres du personnel communal à l'exception du personnel enseignant.

Article 2.-

Pour l'application de la présente loi, les expressions ci-dessous sont définies comme suit :

L'échelle est une série de traitements virtuels délimitée par un traitement minimum et par un traitement maximum.

La carrière plane est un régime qui permet à l'agent, après avoir épuisé l'échelle de son grade de continuer dans l'échelle attachée au grade immédiatement supérieur.

Le complément est la somme qui s'ajoute au traitement minimum de manière à former le traitement de l'agent.

Le groupe barémique est l'ensemble des grades dont l'échelle de traitement est gouvernée par une même augmentation périodique.

TEXTE DU CONSEIL D'ETAT.

LOI RELATIVE AU STATUT PECUNIAIRE DU PERSONNEL COMMUNAL.

CHAPITRE Ier.- DISPOSITIONS GENERALES.

Article 1er.-

La présente loi s'applique à tous les membres du personnel communal, à l'exception des membres du personnel enseignant.

Article 2.-

Pour l'application de la présente loi, les expressions ci-dessous sont définies comme suit :

L'"échelle"est une série de traitements virtuels délimitée par un traitement minimum et par un traitement maximum.

La "carrière plane" est un régime qui permet à l'agent, après avoir atteint le maximum de l'échelle de son grade, de bénéficier de tout ou partie des augmentations de l'échelle attachée au grade immédiatement supérieur.

Le "complément" est la somme qui s'ajoute au traitement minimum de manière à former le traitement de l'agent.

Le"groupe barémique" est l'ensemble des grades dont l'échelle de traitement est gouvernée par une augmentation périodique de même montant.

.../...

La hiérarchie des grades est la classification logique des grades définis en tenant compte de l'importance des attributions, du degré de responsabilité et des aptitudes générales et professionnelles requises.

L'expression "service de l'Etat" désigne tous services relevant du pouvoir législatif, du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire et non constitués en personne juridique.

L'expression "service de la Colonie" désigne tous services relevant du Gouvernement du Congo belge et des territoires sous tutelle et non constitués en personne juridique.

L'expression "service de la province, de la commune, de la C.A.P. ou de la Caisse publique de prêts" désigne tous services ou toutes fonctions relevant directement de ces pouvoirs locaux.

Article 3.-

Dans la limite des dispositions prévues aux articles suivants, le conseil communal arrête un règlement fixant le statut pécuniaire de ses agents.

Les communes ayant des services distincts, administratif, technique, de police, d'incendie et autres, établissent, s'il échet, un règlement par service.

La "hiérarchie des grades" est le classement logique des grades établi en tenant compte de l'importance des attributions, du degré de responsabilité, ainsi que des aptitudes générales et professionnelles requises.

L'expression "service de l'Etat" désigne tout service relevant du pouvoir législatif, du pouvoir exécutif ou du pouvoir judiciaire et non constitué en personne juridique.

L'expression "service de la province, de la commune, de la commission d'assistance publique ou de la caisse publique de prêts" désigne tout service ou toute fonction relevant directement de l'une de ces personnes morales.

Article 3.-

Dans les limites des dispositions prévues aux articles suivants, le conseil communal arrête un règlement fixant le statut pécuniaire des agents de la commune. Les communes ayant des services distincts: administratif, technique, de police, d'incendie et autres, peuvent établir un règlement par service.

.../...

Ces règlements précisent notamment :

a) la hiérarchie des grades;

b) les groupes barémiques;

c) les échelles de traitements attachées à chaque grade et l'échéance des augmentations d'ancienneté;

d) le mode de calcul du nouveau traitement en cas de promotion ou de changement de service;

e) éventuellement les services antérieurs admissibles;

f) la rétribution pour l'exercice de fonctions supérieures et pour prestations extraordinaires;

g) les retenues effectuées pour compenser les avantages en nature;

h) le salaire horaire des agents qui n'effectuent que des prestations réduites et des agents occasionnels.

Article 4.-

Les règlements prévus à l'article précédent sont soumis, avant d'être mis à exécution, à l'approbation de la députation permanente du conseil provincial.

Ces règlements déterminent notamment :

1° la hiérarchie des grades;

2° les groupes barémiques;

3° l'échelle des traitements attachée à chaque grade, en précisant le nombre et la fréquence des augmentations périodiques;

4° éventuellement, les services antérieurs à la nomination, à prendre en considération pour le calcul du traitement de l'agent;

5° le mode de calcul du nouveau traitement en cas de promotion ou de changement de grade;

6° les rétributions pour exercice de fonctions supérieures et pour prestations extraordinaires;

7° les retenues à effectuer pour compenser les avantages en nature;

8° le salaire horaire des agents occasionnels et de ceux qui n'effectuent que des prestations partielles.

Article 4.-

Avant d'être mis à exécution, les règlements portant statut pécuniaire sont soumis à l'approbation de la députation permanente du conseil provincial.

.../...

Faute par la députation permanente de s'être prononcée dans les quatre mois de la réception des règlements au Gouvernement provincial , le Roi statue d'office. A cet effet, le Gouverneur transmet le dossier au Ministre de l'Intérieur.

Si la députation permanente ne s'est pas prononcée dans les quatre mois de la réception du règlement au gouvernement provincial, le Roi statue d'office.

(Alinéa 4).
Le conseil communal peut se pourvoir auprès du Roi, endéans les 30 jours qui suivent la notification au collège des bourgmestre et échevins, contre la décision de la députation permanente n'approuvant pas le règlement communal.

Le conseil communal peut se pourvoir auprès du Roi contre une décision d'improbation, dans les trente jours de la notification qui lui en est faite.

(Alinéa 3).
Toute décision de non-approbation qu'elle émane de la députation permanente ou du Roi doit être motivée.

Toute décision d'improbation doit être motivée.

CHAPITRE II.- DES ECHELLES.

Article 13.-

Pour la fixation des échelles des membres de leur personnel, les communes sont classées dans des catégories d'après le chiffre de leur population tel qu'il résulte du dernier recensement général publié au Moniteur belge. Ces catégories sont celles visées à l'article 5 de la présente loi.

En cas d'accroissement de la population entre deux recensements généraux, la commune est classée d'office dans la catégorie correspondant à la moyenne de la population, telle qu'elle résulte des relevés officiels de trois années consécutives, pour autant que cette moyenne dépasse de 2 % la population minimum de la catégorie supérieure.

Article 5.-

§ 1er. Pour l'établissement des échelles afférentes aux grades de leur personnel, les communes sont classées dans les catégories déterminées à l'annexe de la présente loi, d'après le chiffre de leur population tel qu'il résulte du plus récent recensement général publié au Moniteur belge.

Lorsque, entre deux recensements généraux, la population d'une commune s'est accrue de telle manière que son chiffre moyen résultant des relevés officiels de trois années consécutives postérieures au dernier recensement dépasse de 2 p.c. le minimum d'une catégorie supérieure à celle de la commune, celle-ci est classée d'office dans cette catégorie supérieure.

Les communes se trouvant dans une situation générale exceptionnelle peuvent, à la demande du conseil communal, être classées par le Roi dans une catégorie supérieure à celle dans laquelle elles sont rangées en vertu de l'alinéa premier.

Les communes de plus de 50.000 habitants sont exclues du champ d'application de cette disposition.

Le nombre de catégories, dont une commune se trouvant dans une situation générale exceptionnelle peut être reclassée, est limité à :

a) une catégorie, pour les communes de 35.001 à 50.000 hab.;

b) deux catégories, pour les communes de 10.001 à 35.000 hab.;

c) trois catégories, pour les communes de 5.001 à 10.000 hab.;

d) quatre catégories, pour les autres communes.

Le classement dans une catégorie supérieure peut être partiel ou total.

§ 2. Toute commune d'une catégorie inférieure à la vingtième, et qui se trouve dans une situation générale exceptionnelle, peut, à sa demande, être classée par le Roi dans une catégorie supérieure à celle à laquelle elle appartient en vertu du § 1er.

Les communes de 35.001 à 50.000 habitants ne peuvent être classées que dans la catégorie immédiatement supérieure. Les autres communes ne peuvent être classées que dans l'une des deux, trois ou quatre catégories immédiatement supérieures, selon que leur population est de 10.001 à 35.000 habitants, de 5.001 à 10.000 habitants, ou inférieure à 5.001 habitants.

Le Roi peut limiter les effets de tout reclassement qu'il accorde sur demande, sans toutefois établir de discriminations entre les agents.

Article 5.-

§ 1er. (alinéa 1er). L'échelle attachée au grade le plus élevé de la hiérarchie communale est fixée comme suit :

(suit un tableau)

Article 6.-

L'échelle afférente au grade de secrétaire communal, grade le plus élevé de la hiérarchie communale, est fixée conformément au tableau annexé à la présente loi.

.../...

§ 2. Le Roi peut adapter les échelles prévues au premier alinéa du paragraphe précédent dans les trois mois de la publication au Moniteur belge de tout arrêté modifiant les échelles des grades communs à plusieurs ministères.

Le Roi peut adapter les échelles prévues au tableau, dans les trois mois de la publication, au Moniteur belge, de tout arrêté modifiant les échelles des grades communs à plusieurs ministères.

Article 15.-

(Alinéa 1er.)

Lorsque le secrétaire exerce ses fonctions dans deux ou plusieurs communes, l'échelle prévue pour la catégorie correspondant à la population totale des communes desservies, est majorée de 25 % ou de 30 % , selon qu'il dessert deux ou plusieurs communes.

(Alinéa 3).

Sauf le maintien des situations acquises, le maximum ne peut dépasser le maximum prévu pour la catégorie de 6.001 à 8.000 habitants.

(Alinéa 4).

La population des communes classées dans une catégorie supérieure en application de l'article 13 est réputée égale à la moyenne arithmétique du minimum et du maximum de la population de cette catégorie.

(Alinéa 2).

Dans ce cas, le traitement annuel est réparti entre les communes desservies proportionnellement à ce qu'elles devraient supporter si elles avaient un secrétaire non commun. Pour établir cette proportion, seuls les maxima prévus à l'article 5 entrent en ligne de compte.

Article 7.-

§ 1er. Lorsqu'un secrétaire exerce ses fonctions dans deux ou plusieurs communes, il bénéficie de l'échelle prévue pour la catégorie correspondant au nombre global d'habitants de ces communes, majorée de 25 p.c. ou 30 p.c. selon qu'il s'agit de deux ou de plus de deux communes. Sauf le maintien des situations acquises, le traitement maximum d'un secrétaire commun ne peut toutefois dépasser celui des secrétaires des communes de la treizième catégorie.

Pour l'application de l'alinéa 1er, la population d'une commune reclassée en vertu de l'article 5, § 2, est réputée égale à la moyenne arithmétique des populations minimum et maximum de la catégorie où la commune est classée.

§ 2. La charge du traitement annuel du secrétaire commun est répartie entre les communes desservies par lui, en proportion des traitement maximums dont bénéficieraient leurs secrétaires respectifs.

Article 5.- § 3.

Le Roi fixe les échelles pour les grades de commissaire de police en chef ou de commissaire de police unique et de receveur communal en rapport avec l'échelle attachée au grade le plus élevé de la hiérarchie communale.

Article 8.-

Le Roi fixe les échelles afférentes aux grades de commissaire de police en chef, de commissaire de police unique et de receveur communal, en rapport avec l'échelle afférente au grade de secrétaire communal.

.../...

Article 5, § 1er, alinéas 2 à 4

Les échelles de traitements des grades de même importance qu'à l'Etat sont identiques à celles prévues pour les grades de référence de l'Etat, à l'exception de la structure interne pour les grades visés aux alinéas cinq et six.

Les échelles de traitements des grades n'ayant pas d'équivalents dans les administrations de l'Etat sont établies en tenant compte de la place qu'occupent les grades considérés dans la hiérarchie des grades et les groupes barémiques correspondants.

Les groupes barémiques sont ceux prévus pour le personnel des Ministères.

Article 5, § 1er, alinéas 5 et 6

Pour les échelles de traitements dont le maximum est égal ou inférieur au maximum prévu à l'alinéa premier pour la septième catégorie, la structure interne de l'échelle peut être aménagée de façon que le montant des augmentations périodiques ne dépasse pas pour les 12 premières années de la carrière 5,5 % de la différence entre le traitement maximum et le traitement minimum, de l'échelle et 3 % de cette même différence pour chaque année subséquente.

Article 9.-

§ 1er. Pour tout autre grade communal, l'échelle est identique à celle du grade de ministère jugé équivalent au point de vue de l'importance des attributions, du degré de responsabilité, ainsi que des aptitudes générales et professionnelles requises, abstraction faite de la différence éventuelle des dénominations.

Si un grade communal n'a pas d'équivalent dans les grades des ministères, son groupe barémique est choisi et son échelle est déterminée en tenant compte de sa place dans la hiérarchie des grades.

Les montants régissant les groupes barémiques communaux doivent être choisis parmi ceux qui gouvernent les groupes barémiques du personnel des Ministères.

§ 2. Par dérogation au § 1er, la structure interne de toute échelle dont le maximum n'est pas supérieur à celui de l'échelle des secrétaires des communes de la dixième catégorie, peut être aménagée :

1° de telle manière que toutes les augmentations soient égales et annuelles sans que l'amplitude de la carrière soit modifiée, s'il s'agit d'une échelle dont le maximum est supérieur à celui de l'échelle des secrétaires des communes de septième catégorie;

.../...

Pour les échelles dont le maximum est supérieur à celui prévu à l'alinéa précédent, sans qu'il dépasse le maximum prévu pour la dixième catégorie, des augmentations annales toutes d'un même montant peuvent être prévues.

(nouveau)

2° librement, mais sans que la valeur des augmentations périodiques dépasse, pour chacune des douze premières années de la carrière et pour chacune des années suivantes, respectivement 5,5 p.c. et 3 p.c. de la valeur globale des augmentations de l'échelle, s'il s'agit d'une échelle dont le maximum est égal ou inférieur à celui de l'échelle des secrétaires des communes de septième catégorie.

Quel que soit l'aménagement de structure effectué en vertu de l'alinéa 1er, le grade auquel l'échelle est afférente continue à faire partie du même groupe barémique.

CHAPITRE III. - DU COMPLEMENT.

Article 6.-

Sont seuls admissibles en vue du calcul de l'ancienneté, les services effectifs prestés sans interruption par les agents dans des services de l'Etat, de la colonie, des provinces, des communes, des commissions d'assistance publique et des caisses publiques de prêts. Pour les grades techniques, les services effectifs prestés à temps plein dans le secteur privé sont admissibles, à concurrence de la moitié des services prestés, avec un maximum de 6 années entières à bonifier intégralement et à condition que l'expérience ainsi acquise puisse être considérée comme utile à l'accomplissement de la fonction communale technique.

Article 10.-

Parmi les services antérieurs à la nomination, le statut pécuniaire ne peut prendre en considération en vue du calcul du complément, que les services effectifs prêtés sans interruption dans des services de l'Etat, des provinces, des communes, des commissions d'assistance publique et des caisses publiques de prêts ainsi que dans les services relevant du Gouvernement du Congo belge et des territoires sous tutelle et non constitués en personnes juridiques.

Toutefois, pour les grades techniques, les services effectifs à prestations entières dans les entreprises privées peuvent être pris en considération à concurrence de la moitié de leur durée réelle, avec un maximum de six années entières, à condition que l'expérience acquise soit utile à l'accomplissement de la fonction communale technique.

.../...

La valeur-année des services admissibles ne peut être supérieure :

a) à l'augmentation annale, la moitié de l'augmentation biennale, le tiers de l'augmentation triennale, et ainsi de suite, qui gouverne l'échelle attachée au grade dont l'agent est titulaire et pour autant qu'il y ait similitude absolue entre les fonctions antérieures et celles du grade;

b) à la moitié de l'augmentation annale, le quart de l'augmentation biennale, un sixème de l'augmentation triennale et ainsi de suite, qui gouverne l'échelle attachée au grade dont l'agent est titulaire lorsqu'il n'y a pas similitude absolue entre les fonctions comparées.

La durée des services admissibles que compte l'agent ne peut jamais dépasser la durée réelle des périodes que couvrent ces services.

La valeur attribuée à une année de services antérieurs ne peut être supérieure :

1° à l'augmentation annuelle, à la moitié de l'augmentation biennale, au tiers de l'augmentation triennale, et ainsi de suite, qui régit l'échelle attachée au grade communal, si les fonctions antérieures sont au moins équivalentes, au sens de l'article 9, aux fonctions communales exercées par l'agent;

2° à la moitié de l'augmentation annuelle, au quart de l'augmentation biennale, au sixième de l'augmentation triennale, et ainsi de suite, dans le cas contraire.

Pour chacun des services antérieurs, la durée prise en considération ne peut en aucun cas dépasser la durée réelle de l'exercice effectif de la fonction considérée.

Article 8.-

§ 1er. En cas de promotion dans un grade classé dans le même groupe barémique, l'agent peut emporter dans sa nouvelle échelle le complément acquis dans le grade délaissé. Dans ce cas, le départ des augmentations périodiques,

Article 11.-

§ 1er. Le statut peut prévoir qu'en cas de promotion, l'agent conserve tout ou partie du complément acquis dans le grade délaissé. Si la commune fait usage de cette faculté, les règles suivantes sont d'application.

.../...

prévues par la nouvelle échelle, est déterminé par le minimum attaché au nouveau grade, augmenté du complément acquis.

§ 2. En cas de promotion dans un grade classé dans un groupe barémique supérieur, le complément ne peut être supérieur à la différence entre le maximum et le minimum de l'échelle attachée au grade délaissé, divisé par l'amplitude de carrière et multiplié par l'ancienneté, exprimée en années, acquise dans le barème du grade délaissé.

Ce complément est ramené au taux obtenu après multiplication du quart de la valeur de l'augmentation biennale, qui gouverne l'avancement de traitement dans l'échelle prévue à l'article 5 pour la catégorie 15, par l'ancienneté acquise dans l'échelle du grade délaissé, en cas de promotion dans un grade rémunéré sur la base d'une échelle égale ou supérieure à celle visée ci-dessus Il en est de même en cas de promotion dans un grade relevant d'un groupe barémique supérieur à celui prévu pour la catégorie 15.

§ 2. Lorsque l'agent est promu à un grade classé dans le même groupe barémique, il bénéficie immédiatement d'un traitement initial formé, d'une part, du minimum de l'échelle de son nouveau grade et, d'autre part, du complément mentionné au § 1er. Il n'aura droit, dans la suite, qu'aux augmentations lui permettant d'atteindre les traitements virtuels supérieurs à ce traitement initial.

§ 3. Lorsque l'agent est promu à un grade classé dans un groupe barémique supérieur :

1° si l'échelle du nouveau grade est inférieure à celle des secrétaires des communes de la quinzième catégorie, le complément mentionné au § 1er ne peut être supérieur à l'augmentation moyenne annuelle de l'échelle du grade délaissé, multipliée par le nombre des années entières d'ancienneté acquise dans cette dernière échelle;

2° si l'échelle du nouveau grade est égale ou supérieure à celle des secrétaires des communes de la quinzième catégorie, le complément précité est égal à la moitié de l'augmentation moyenne annuelle de l'échelle desdits secrétaires, multipliée par le nombre des années entières d'ancienneté acquise dans l'échelle du grade délaissé.

.../...

§ 3. Le titulaire d'une échelle relevant d'un groupe barémique égal ou supérieur à celui prévu pour la catégorie 18 peut à tout moment bénéficier d'un complément calculé d'après son ancienneté réellement acquise dans des grades classés au moins dans le groupe barémique prévu pour la catégorie 15.

§ 4. Le bénéficiaire d'une échelle relevant d'un groupe barémique égal ou supérieur à celui de l'échelle des secrétaires des communes de la dix-huitième catégorie, peut exiger à tout moment, au lieu du complément prévu aux paragraphes précédents, un complément calculé d'après l'ancienneté acquise dans tous les grades classés dans un groupe barémique égal ou supérieur à celui des secrétaires des communes de la quinzième catégorie.

§ 4. L'agent définitif qui a fait l'objet d'une promotion ne reçoit à aucun moment dans son nouveau grade un traitement inférieur à celui dont il eût bénéficié dans son ancien grade.

Il en est de même lorsqu'un agent est transféré d'office dans un autre service.

Article 12.-

Tout agent définitif qui a fait l'objet d'une promotion ou d'un transfert d'office ayant entraîné un changement de grade, a droit à tout moment à un traitement au moins égal à celui dont il eût bénéficié dans le grade délaissé.

Article 7.-

Le conseil communal peut dans les conditions à déterminer par le Roi prévoir un régime de carrière plane pour les grades dont le maximum de l'échelle est égal ou inférieur au maximum prévu pour la catégorie de communes de 1.001 à 1.250 habitants.

Article 13.-

Le statut pécuniaire peut, dans les conditions que le Roi déterminera, prévoir un régime de carrière plane pour les titulaires des grades dont le traitement maximum est égal ou inférieur à celui des secrétaires des communes de la cinquième catégorie.

.../...

CHAPITRE IV. - DU TRAITEMENT INDIVIDUEL.

Article 10, alinéa 1er .

Le collège des bourgmestre et échevins fixe les traitements individuels conformément aux dispositions du règlement visé à l'article 3 de la présente loi.

Article 14.-

Le collège des bourgmestre et échevins fixe les traitements individuels conformément aux dispositions du statut pécuniaire communal.

Article 11, § 3.

La rétribution journalière ou horaire des agents qui n'effectuent que des prestations réduites est fixée proportionnellement au traitement qui serait attribué aux agents définitifs exerçant une fonction identique à temps plein.

Il fixe la rétribution journalière ou horaire des agents à prestations partielles en proportion du traitement qu'il attribuerait aux agents définitifs exerçant la fonction correspondante à prestations entières.

Article 10, alinéas 6 à 8.

Si le collège des bourgmestre et échevins reste en demeure d'appliquer les dispositions du règlement visé ci-dessus, l'agent lésé peut adresser au gouverneur une requête tendant à l'application du règlement.

Le gouverneur transmet la requête à l'autorité communale en l'invitant à se prononcer dans le mois de la réception par le collège des bourgmestre et échevins de son invitation.

Si l'autorité communale ne satisfait pas à cette invitation le gouverneur, après avoir demandé les raisons qui déterminent cette attitude, statue en lieu et place de l'autorité défaillante.

Article 15.-

Si le collège des bourgmestre et échevins omet de prendre une décision d'application du statut pécuniaire, l'agent lésé peut adresser au gouverneur une requête tendant à faire prendre cette décision.

Le gouverneur transmet la requête au collège, l'invitant à se prononcer dans le mois de la réception.

Si le collège ne satisfait pas à cette invitation dans le délai, le gouverneur, après avoir demandé au collège les raisons de son abstention, prend lui-même la décision.

.../...

Article 10, alinéa 2.

S'il (le collège) estime ne pouvoir accorder l'augmentation d'ancienneté à un agent qui ne remplit pas ses fonctions d'une manière satisfaisante, il en saisit le conseil communal qui, après avoir entendu l'agent et dressé procès-verbal de ses explications, peut, par décision motivée, postposer ou refuser l'augmentation.

Article 10, alinéas 3 à 5.

Un recours est ouvert à l'agent qui s'estime lésé par l'application qui lui est faite du règlement visé à l'article 3 de la présente loi, ou qui s'est vu refuser l'augmentation d'ancienneté.

Ce recours doit être adressé au Gouverneur dans les 15 jours de la notification qui lui est faite de la décision du collège des bourgmestre et échevins ou du conseil communal.

Statuant sur ce recours le Gouverneur peut, par un arrêté motivé, modifier la décision prise.

Article 12.-

Les traitements sont soumis au même régime de mobilité en raison des fluctuations de l'index que celui qui est applicable aux agents de l'Etat.

Article 11.-

§ 1er. L'agent définitif ou stagiaire est payé mensuellement, par anticipation.

Article 16.-

Si un agent ne remplit pas ses fonctions d'une manière satisfaisante, le conseil communal peut, sur proposition du collège des bourgmestre et échevins, après avoir entendu l'intéressé et dressé procès-verbal de ses explications, différer l'octroi de l'augmentation, avec ou sans incidence sur les augmentations ultérieures, ou refuser l'augmentation. La décision est motivée.

Article 17.-

L'agent qui s'estime lésé par une décision d'application du statut pécuniaire prise en vertu de l'article 14 ou par une décision prise en vertu de l'article 16, peut adresser un recours au gouverneur dans les quinze jours de la notification qui lui est faite de la décision du collège des bourgmestre et échevins ou du conseil communal.

Par arrêté motivé, le gouverneur réforme la décision ou rejette le recours.

Article 18.-

Les traitements communaux sont soumis au même régime de mobilité, en raison des fluctuations de l'index, que les traitements du personnel des ministères.

Article 19.-

§ 1er. Le traitement prend cours le jour de l'entrée en fonction ou de la promotion, selon le cas.

.../...

Le traitement du mois est égal à 1/12e du traitement annuel. Ce dernier prend cours le jour de l'entrée en fonction pour les agents recrutés, et le jour de la promotion pour les agents qui accèdent à un grade supérieur.

Lorsque l'agent définitif ou stagiaire décède ou est admis à la retraite, le traitement du mois en cours n'est pas sujet à répétition. Le traitement accordé par anticipation est sujet à répétition lorsque l'agent quitte volontairement son emploi au cours du mois.

§ 2. Les agents communaux, autres que ceux visés au § 1 du présent article sont payés par mois à terme échu. Le règlement communal peut cependant prévoir une périodicité spéciale pour le paiement des agents appartenant au personnel de maîtrise ou aux gens de métier et de service.

§ 2. Les agents définitifs et les agents stagiaires sont payés anticipativement tous les mois à raison de 1/12 de leur traitement annuel.

Le traitement n'est pas sujet à répétition partielle lorsque, au cours d'un mois, l'agent décède ou est admis à la retraite; il est sujet à répétition lorsque l'agent quitte volontairement son emploi.

§ 3. Les agents communaux temporaires et les agents à prestations partielles sont payés par mois à terme échu.

Le règlement communal peut cependant prévoir une périodicité spéciale pour le paiement des membres du personnel de maîtrise et pour les gens de métier et de service.

CHAPITRE V.- DES ALLOCATIONS ET INDEMNITES.

Article 9.- § 1er.

L'allocation de résidence, l'allocation de foyer, les allocations familiales, les allocations de naissance, le pécule de vacances et tous autres avantages en espèces ou en nature ne couvrant pas des charges réelles et faisant l'objet des dispositions d'ordre général applicables au personnel des ministères, sont accordés dans les mêmes conditions au personnel communal.

Article 16.-

Le traitement du secrétaire couvre toutes les prestations auxquelles l'intéressé peut normalement être astreint, y compris celles que requiert la tenue des registres de l'état civil dans les communes où ce travail n'est pas confié à un autre agent.

Article 20.-

L'allocation de résidence, l'allocation de foyer, les allocations familiales, les allocations de naissance, le pécule de vacances et tous autres avantages en espèces ou en nature ne couvrant pas des charges réelles et faisant l'objet des dispositions d'ordre général applicables au personnel des ministères, sont accordés dans les mêmes conditions au personnel communal.

Article 21.-

Le traitement du secrétaire communal couvre toutes les prestations auxquelles l'intéressé peut normalement être astreint, y compris celles que requiert la tenue des registres de l'état civil dans les communes où ce travail n'est pas confié à un autre agent.

.../...

Article 9.- § 2.

§ 2. Il ne peut être attribué, sous quelque dénomination que ce soit, aucune indemnité autre que celles qui sont prévues par le règlement communal.

Article 22.-

Aucune allocation ou indemnité ne peut être attribuée, sous quelque dénomination que ce soit, si elle n'est prévue par le règlement communal.

CHAPITRE VI. - DISPOSITIONS MODIFICATIVES, ABROGATOIRES ET TRANSITOIRES.

Article 23.-

Les modifications suivantes sont apportées à la loi communale :

(nouveau)

§ 1er. L'article 109, alinéa 6, remplacé par la loi du 3 juin 1957, est abrogé.

(nouveau)

§ 2. A l'article 109, alinéa 8, ajouté par la loi du 3 juin 1957, les mots : "ou sur le refus de l'augmentation périodique des traitements" sont supprimés.

Article 14.-

Le deuxième alinéa de l'article 110 de la loi communale modifié par la loi du 3 juin 1957 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 110, 2ème alinéa : Le secrétaire temporaire jouit, pour chaque journée de prestations, d'un traitement égal à un trois centième du traitement moyen de l'échelle de l'emploi, à moins qu'il ne soit choisi parmi les agents de la commune. Dans ce cas, s'il exerce les fonctions pendant plus d'un mois, il perçoit une allocation pour l'exercice de fonctions supérieures calculée d'après les règles inscrites dans le règlement communal visé à l'article 3 de la présente loi".

§ 3. L'article 110, alinéa 2, modifié par la loi du 3 juin 1957, est remplacé par la disposition suivante :

"Le secrétaire temporaire jouit, pour chaque journée de prestations, d'un traitement égal à un trois centième du traitement moyen de l'échelle de l'emploi, à moins qu'il ne soit choisi parmi les agents de la commune. Dans ce cas, s'il exerce les fonctions pendant plus d'un mois, il perçoit une allocation pour l'exercice de fonctions supérieures calculée d'après les règles inscrites dans le statut pécuniaire communal".

.../...

Article 19.-

Sont abrogés :

4. L'article 111 de la loi communale, modifié par les lois des 17 août 1920, 21 décembre 1927, 18 décembre 1930, l'arrêté-loi du 10 janvier 1947 et la loi du 3 juin 1957;

5. Les alinéas 1 à 3 de l'article 122 de la loi communale, modifiés par l'arrêté royal n° 33 du 10 novembre 1934 et la loi du 3 juin 1957;

6. Les alinéas 1 à 11 de l'article 127bis de la loi communale modifiés par les lois des 18 octobre 1921 et 16 décembre 1924, l'arrêté royal du 14 août 1933 et la loi du 3 juin 1957;

8. L'article 130 de la loi communale, inséré par la loi du 3 juin 1957;

7. Les alinéas 1 à 9 de l'article 58 du Code rural;

1. La loi du 21 décembre 1927, modifiée par la loi du 18 décembre 1930 et l'arrêté-loi du 10 janvier 1947, à l'exception de l'article 7, pour ce qui concerne le personnel communal;

§ 4. Sont abrogés :

1° l'article 111, modifié par la loi du 3 juin 1957 et par l'arrêté royal du 12 juillet 1958;

2° l'article 122, alinéas 1er à 3, remplacés par la loi du 3 juin 1957;

3° à l'exception du dernier alinéa, l'article 127bis inséré dans la loi communale par la loi du 18 octobre 1921 et modifié par la loi du 16 décembre 1924, par l'arrêté royal du 14 août 1933 et par la loi du 3 juin 1957;

4° l'article 130, remplacé par la loi du 3 juin 1957.

Article 24.-

L'article 58, alinéas 1er à 9, du Code rural, modifié par la loi du 30 janvier 1924 et par l'arrêté-loi du 10 janvier 1947, est abrogé.

Article 25.-

Ne sont plus applicables au personnel communal, les articles 1er à 6 et les articles 8 à 15 de la loi du 21 décembre 1927 relative aux commis de carrière, employés, techniciens, agents de police et généralement à tous les préposés des communes et des administrations subordonnées, modifiée par l'arrêté-loi du 10 janvier 1947.

.../...

2. Les articles 2, 3, 5, 8 et 9 de l'arrêté royal n° 125 du 28 février 1935, concernant les rémunérations et pensions à charge des provinces et des communes, modifiés par l'arrêté royal n° 171 du 31 mai 1935, par l'arrêté royal n° 280 du 31 mars 1936 et par l'arrêté-loi du 10 janvier 1947, pour ce qui concerne le personnel communal;

Article 26.-

Ne sont plus applicables au personnel communal, les articles 2, 3, 5, 8 et 9 de l'arrêté royal n° 125 du 28 février 1935 concernant les rémunérations et pensions à charge des provinces et des communes, modifié par l'arrêté royal n° 171 du 31 mai 1935 et par l'arrêté-loi du 10 janvier 1947.

3. Les articles 2 à 5 de l'arrêté-loi du 10 janvier 1947;

Article 27.-

Les articles 2 à 5 de l'arrêté-loi du 10 janvier 1947 concernant les rémunérations du personnel des provinces, des communes, des administrations publiques subordonnées aux provinces et aux communes et des associations des communes, sont abrogés.

Article 18.-

L'article 11, § 4, de la loi du 24 décembre 1948, modifié par l'article 9 de la loi du 3 juin 1957, concernant les finances provinciales et communales, est remplacé par la disposition suivante:

"§ 4. Bénéficient également d'une majoration de la dotation de base, pour autant que leur population atteigne au moins 900 habitants, les communes qui ont été reclassées en application de l'article 13 de la présente loi.

Cette majoration sera fixée par arrêté royal.

Article 28.-

L'article 11, § 4, de la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales modifié par la loi du 3 juin 1957, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 4. Bénéficient également d'une majoration de la dotation de base, si leur population est d'au moins 900 habitants, les communes qui ont été reclassées en application de la législation relative au statut pécuniaire du personnel communal.

Cette majoration sera fixée par arrêté royal.

.../...

Les reclassements ne seront pris en considération que s'ils ont été effectués au plus tard le 30 septembre de l'année précédant celle à laquelle se rapporte la répartition".

Article 19.- 9°.

Sont abrogés :

Les arrêtés royaux des 27 septembre 1957 et 16 décembre 1958 pris en exécution des articles 110 et 111, § 2, 2° de la loi communale.

Article 17.-

Les conseils communaux procéderont dans les six mois de la publication de la présente loi au Moniteur belge, à l'établissement du règlement visé à l'article 3.

Lorsque le nouveau statut pécuniaire, arrêté par le conseil communal conformément aux dispositions de la présente loi est moins favorable que le statut pécuniaire dont le personnel visé à l'article 1 était doté au moment du dépôt du projet de loi, portant statut pécuniaire du personnel communal, au Parlement, ce personnel pourra conserver, à titre personnel, la jouissance du statut plus favorable.

Les reclassements ne seront pris en considération que s'ils ont été effectués au plus tard le 30 septembre de l'année précédant celle à laquelle se rapporte la répartition".

Article 29.-

Est abrogé, l'arrêté royal du 27 septembre 1957 relatif à la détermination du complément de traitement des secrétaires communaux, des receveurs communaux, des commissaires de police et des commissaires de police adjoints.

Article 30.-

Les conseils communaux procéderont dans les six mois de la publication de la présente loi au Moniteur belge, à l'établissement des règlements prévus à l'article 3.

Les agents qui bénéficiaient au ... (date de l'arrêté de présentation du projet de loi) d'un statut pécuniaire plus favorable que celui qui sera arrêté par le conseil communal conformément aux dispositions de la présente loi, pourront conserver, à titre personnel, le bénéfice de leur ancien statut.

ANNEXE

(tableau figurant à l'article 5, § 1er, alinéa 1er, du texte du Gouvernement).

Het ontwerp stelt één tekst in de plaats van de verspreide wetsbepalingen die thans de bezoldigingstoestand van het gemeentepersoneel regelen. Het brengt dan ook eenvormigheid in de bezoldigingsregeling van het personeel van alle gemeenten en brengt ze in overeenstemming met die van het personeel der Ministeries.

Het gehele bezoldigingssysteem van het gemeentepersoneel zal zoals voorheen steunen op de indeling van de gemeenten in categorieën en op de hiërarchie der gemeentelijke rangen, met de rang van gemeentesecretaris aan de top. De weddeschalen van secretaris zullen echter rechtstreeks door de wet, die van ontvanger en hoofd-(of enig) politiecommissaris, door de Koning buiten bemoeiïng van de gemeente worden vastgesteld.

Voor de overige rangen behoort de gemeenteraad de weddeschalen van de Ministeries of soortgelijke weddeschalen aan te nemen, naargelang de rangen al dan niet hun equivalent in de rangen van Ministeries hebben. Voor een aantal bezoldigingen echter kan de gemeenteraad de inwendige structuur van de weddeschaal vervolgens aanpassen met een betrekkelijke vrijheid naar gelang van het bedrag van de maximumwedde.

Voorts kan de gemeenteraad binnen bepaalde grenzen sommige diensten in aanmerking nemen, die de ambtenaar vóór zijn benoeming in het gemeentebestuur heeft verricht. Hij kan ook bepalen dat de ambtenaar, als hij van rang verandert, het "complement" behoudt, dat hij heeft verkregen in de rang die hij achter zich laat.

.../...

Dit zijn de hoofdtrekken van de nieuwe regeling.

\+

\+ +

Het ontwerp neemt een aantal technische termen over, die in de bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries zijn gebruikt. Men kan moeilijk buiten de conventionele terminologie van een regeling die men zoniet als model, dan toch als voornaamste referentietekst neemt.

De Raad van State heeft getracht, de bedoelingen van de Regering zoals de gemachtigde ambtenaren hem die hebben uiteengezet, duidelijker en volledíger tot uiting te brengen. Hij heeft vooral gepoogd dubbelzinnigheden uit de tekst te weren : met name heeft hij een onderscheid willen maken tussen de aan de gemeenten gelaten bevoegdheid tot het vaststellen van sommige delen van de bezoldigingsregeling (bijvoorbeeld in artikel 8, § 1, van het ontwerp), de beperkingen die aan de uitoefening van deze bevoegdheid zijn gesteld, hetzij ten voordele van de ambtenaren (bijvoorbeeld artikel 8, § 3), hetzij met het oog op het algemeen belang (bijvoorbeeld artikel 8, § 2) en ten slotte de regelen die op volstrekte wijze voor gemeenten gelden (bijvoorbeeld artikel 8, § 4). In dit verband moge worden opgemerkt,dat sommige wendingen in het ontwerp, zonder het te zeggen, voor verschillende gedachten dienen : bijvoorbeeld de woorden "wordt enkel medegerekend voor ... de werkelijke diensttijd ..." in artikel 6, eerste lid, betekenen dat

.../...

de bezoldigingsregeling de in deze alinea bepaalde vroegere diensten, en alleen die, geheel of ten dele in aanmerking mag nemen.

Ten slotte heeft de Raad het dienstig geacht, de bepalingen van het ontwerp in zes, als volgt samen te vatten hoofdstukken, in te delen :

I. Algemene bepalingen : Werkingssfeer en terminologie van de wet; vaststelling en goedkeuring van gemeentelijke bezoldigingsregelingen.

II. Weddeschalen : indeling der gemeenten ; weddeschalen van secretarissen, ontvangers en politiecommissarissen ; weddeschalen van overige rangen.

III. Complement : vroegere diensten ; verandering van graad; doorlopende carrière.

IV. Individuele wedde : vaststelling ; vertraagde of geweigerde verhoging; beroep; mobiliteit; uitbetaling en terugvordering.

V. Toelagen en vergoedingen.

VI. Wijzigings- en opheffingsbepalingen (volgens tijdsorde van de wetten en nummering van gewijzigde bepalingen) en overgangsbepalingen.

Een grondige omwerking bleek dus nodig. Daarom laat de Raad van State op dit advies een overzicht volgen, waarin de bepalingen van het Regeringsontwerp en die van

.../...

de tekst welke de Raad voorstelt, naast elkaar zijn afgedrukt, en wel in de volgorde van de tekst van de Raad. In dezelfde volgorde worden een aantal artikelen hierna afzonderlijk besproken.

+
+ +

Nu de woorden "kolonie" en "kolomiaal" reeds in de benamingen "Ministerie van Koloniën" en "Koloniale School" zijn vervangen, vermijde men de uitdrukking "dienst bij de kolonie". Uitdrukking en definitie kunnen in artikel 2 gerust achterwege blijven, als men de eerste door de tweede vervangt in artikel 6 van het ontwerp (artikel 10, Raad van State).

+
+ +

Overbodig is ook de tweede volzin van het tweede lid van artikel 4 : "Te dien einde wordt door de Gouverneur het dossier aan de Minister van Binnenlandse Zaken overgemaakt". Dit wordt beter in een omzendbrief gezegd.

De in dit artikel voorgeschreven kennisgeving van de beslissing waarbij de bestendige deputatie goedkeuring aan de bezoldigingsregeling onthoudt, zou aan de gemeenteraad en niet aan het college van burgemeester en schepenen moeten worden gedaan, want de raad moet hiertegen bij de Koning kunnen opkomen.

+
+ +

.../...

De Raad van State stelt voor, van de tabel uit artikel 13 van het ontwerp (artikel 5, Raad van State) een bijlage te maken, en wel om drie redenen :

1° om de tekst van de artikelen niet te onderbreken ;

2° omdat de tabel behalve de rangschikking der gemeenten in categorieën, ook de weddeschalen van gemeentesecretarissen bevat, waarnaar in verschillende andere artikelen wordt verwezen ;

3° omdat de tabel, althans wat de weddeschalen van gemeentesecretarissen betreft, door de Koning kan worden gewijzigd, en omdat het uit een oogpunt van wetgevingstechniek beter is zulke bepalingen uit de tekst zelf van de wet af te zonderen.

Een opmerking over de klasseverheffingen waarvan sprake in dit artikel. Uit verklaringen van de gemachtigde ambtenaren blijkt :

1° dat alleen officiële bevolkingsopgaven voor jaren die op de jongste algemene volkstelling zijn gevolgd, tot klasseverheffing van ambtswege kunnen leiden ;

2° dat de Koning, als hij de rechtsgevolgen van een klasseverheffing die hij op verzoek toestaat, beperkt, geen discriminatie onder het personeel van de in een hogere klasse ingedeelde gemeente meer mag maken.

+

+ +

.../...

Voor het vaststellen van de weddeschalen, zoals dit in artikel 5, § 1, tweede tot zesde lid, van het ontwerp (artikel 9, Raad van State) is geregeld, ware het logisch dat men de gelijkheid, of beter de gelijkwaardigheid tussen een gemeenterang en een graad van een Ministerie toetst aan de maatstaven die artikel 2 voor de rangschikking van gemeenterangen onderling voorschrijft.

Aan de andere kant kan er geen sprake van volstrekte gelijkheid zijn tussen "weddeschaalgroepen" van gemeenten en van Ministeries, zoals het vierde lid schijnt te eisen. In werkelijkheid wenst de Regering, dat aan de weddeschaalgroepen voor gemeentepersoneel gelijke verhogingen verbonden zijn als aan die van het Rijkspersoneel - gelijk in bedrag, maar niet in frequentie.

Als het ontwerp zegt, dat de inwendige structuur van een weddeschaal door het invoeren van gelijke jaarlijkse verhogingen kan worden aangepast, betekent dit dat de "loopbaanspreiding" over de weddeschaal onveranderd moet blijven, met andere woorden dat er evenveel jaren nodig moeten zijn om de maximumwedde te bereiken.

Een slotopmerking : een structuuraanpassing verandert niets aan het feit dat de bewuste rang tot zijn theoretische weddeschaalgroep behoort ; zo bedoelt de Regering het.

\+

\+ \+

.../...

Over de berekening van het "complement" bij verandering van rang (regeling van artikel 8 van het ontwerp, artikel 11, Raad van State) merkt de Raad op, dat de tweede volzin van § 2, tweede lid, een nodeloze herhaling is van het laatste zinsdeel uit de voorgaande zin.

\+

\+ \+

Wanneer de gemeenteraad de toekenning van een periodieke verhoging voor een ambtenaar verdaagt, mag en moet hij beslissen of deze maatregel al dan niet een terugslag op latere verhogingen zal hebben.

De ambtenaar beschikt vanzelfsprekend over een beroep zowel tegen een beslissing die de toekenning van een verhoging verdaagt als tegenover een blote weigeringsbeslissing.

Met inachtneming van deze beide opmerkingen dient artikel 10, tweede en derde lid, van het ontwerp (artikelen 16 en 17, Raad van State) te worden aangevuld.

\+

\+ \+

.../...

Het beroep waarover de secretaris krachtens de gemeentewet beschikt ingeval een periodieke weddeverhoging hem wordt geweigerd, zou een doublure vormen met het beroep waarover alle ambtenaren, tegen wie een zelfde maatregel is genomen, krachtens het ontwerp zullen beschikken. Artikel 109 van de gemeentewet moet dus gedeeltelijk worden opgeheven (zie artikel 23, §§ 1 en 2, Raad van State).

+

+ +

Ten slotte ware de datum van het besluit tot indiening van het ontwerp van wet als uitgangspunt voor de toepassing van de overgangsbepaling (artikel 17 van het ontwerp, artikel 30, Raad van State), te verkiezen boven de datum waarop het ontwerp bij een der Wetgevende Kamers wordt "neergelegd".

De tekst van het ontwerp van wet moet natuurlijk een onderdeel worden van een koninklijk besluit, opgevat in de gebruikelijke vorm van indieningsbesluiten. In de wettekst zelf moet de bijlage-tabel gevolgd worden door het formulier : "Ons bekend om te worden gevoegd bij de wet van ...", met dezelfde handtekeningen als onder de artikelen.

+

+ +

TEKST VAN DE REGERING.

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEZOLDIGINGSREGELING VAN HET GEMEENTEPERSONEEL.

Artikel 1.

Onderhavige wet is van toepassing op al de leden van het gemeentepersoneel met uitzondering van het onderwijzend personeel.

Artikel 2.

Voor de toepassing van deze wet moet onder de volgende uitdrukkingen worden verstaan :

De weddeschaal is een reeks virtuele wedden begrensd door een minimum- en een maximumwedde.

De doorlopende carrière is een stelsel dat het personeelslid in de mogelijkheid stelt om na de weddeschaal van zijn rang te hebben uitgeput, voort te gaan in de weddeschaal verbonden aan de onmiddellijk hogere rang.

Het complement is de som welke bij de minimum-wedde wordt gevoegd om de wedde van de ambtenaar te vormen.

De weddeschaalgroep is het geheel van de rangen waarvan de weddeschaal eenzelfde periodieke verhoging ondergaat.

TEKST VAN DE RAAD VAN STATE.

WET BETREFFENDE DE BEZOLDIGINGSREGELING VAN HET GEMEENTEPERSONEEL.

HOOFDSTUK I.- ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 1.

Deze wet vindt toepassing op alle leden van het gemeentepersoneel, met uitzondering van de leden van het onderwijzend personeel.

Artikel 2.

Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

"Weddeschaal" : een reeks virtuele wedden begrensd door een minimum- en een maximumwedde.

"Doorlopende carrière" : een stelsel waarin de ambtenaar, na het maximum in de weddeschaal van zijn rang te hebben bereikt, in aanmerking komt voor alle of voor enkele verhogingen in de weddeschaal die aan de onmiddellijk hogere rang is verbonden.

"Complement" : de som die samen met de minimumwedde, de wedde van de ambtenaar vormt.

"Weddeschaalgroep" : het geheel van de rangen waarvan de weddeschaal een periodieke verhoging van hetzelfde bedrag ondergaat.

.../...

De hiërarchie van de rangen is de logische classificatie van de rangen vastgesteld rekening houdende met de belangrijkheid van de bevoegdheden, de graad van de verantwoordelijkheid en de vereiste algemene en vakbekwaamheid.

"Hiërarchie van de rangen" : de logische rangschikking van de rangen, vastgesteld met inachtneming van de belangrijkheid van de ambtsbevoegdheden, de mate van verantwoordelijkheid en de vereiste algemene en bijzondere bekwaamheid.

De uitdrukking "dienst bij het Rijk" duidt op al de diensten ressorterende onder de wetgevende, de uitvoerende of de rechterlijke macht en die geen rechtspersonen vormen.

"Dienst bij het Rijk" : enige onder de wetgevende, de uitvoerende of de rechterlijke macht ressorterende dienst zonder eigen rechtspersoonlijkheid.

De uitdrukking "dienst bij de Kolonie" duidt op al de diensten ressorterende onder het Gouvernement van Belgisch-Kongo en van de voogdij-gebieden, en die niet de vorm van rechtspersonen aannemen.

De uitdrukking "dienst bij de provincie, de gemeente, de C.O.O. of de openbare kas van lening" wijst op al de diensten of al de ambten direct ressorterende onder die plaatselijke besturen.

"Dienst bij de provincie, de gemeente, de Commissie van openbare onderstand of de openbare kas van lening" : enige dienst of enig ambt rechtstreeks ressorterend onder een van deze rechtspersonen.

Artikel 3.-

Binnen de grenzen van de bepalingen, vervat in de volgende artikelen, maakt de gemeenteraad een reglement op, houdende vaststelling van de bezoldigingsregeling van zijn personeel.

De gemeenten, die afzonderlijke diensten als een administratieve, een technische, een politie-, een brandweer- of andere dienst tellen, maken zo het geval zich voordoet, een reglement per dienst op.

Artikel 3.-

Binnen de grenzen van het bepaalde in de volgende artikelen stelt de gemeenteraad in een reglement de bezoldigingsregeling van het personeel der gemeente vast. Gemeenten met afzonderlijke administratieve, technische, politie-, brandweer- of andere diensten kunnen een reglement per dienst vaststellen.

.../...

Die reglementen bepalen onder-meer :

a) de hiërarchie van de rangen;

b) de weddeschaalgroepen;

c) de weddeschalen verbonden aan iedere rang en de termijnen van de ancienniteitsverhogingen;

d) de wijze van berekening van de nieuwe wedde in geval van bevordering of verandering van dienst;

e) eventueel de mederekenbare diensten;

f) de vergoeding voor de uitoefening van hogere functies en voor overwerk;

g) de inhoudingen gedaan ter compensatie van voordelen in natura;

h) het uurloon van de personeelsleden, met onvolledige dienstprestaties en van het gelegenheidspersoneel.

Die reglementen bepalen onder meer :

1° de hiërarchie van de rangen;

2° de weddeschaalgroepen;

3° de aan iedere rang verbonden weddeschaal, en met opgaaf van het getal en de frequentie der periodieke verhogingen;

4° eventueel de van vóór de benoeming dagtekenende diensten die voor de berekening van de wedde van de ambtenaar in aanmerking komen;

5° de wijze van berekening van de nieuwe wedde in geval van bevordering of verandering van rang;

6° de vergoedingen voor de uitoefening van hogere functies en voor overwerk;

7° de inhoudingen, te doen ter compensatie van voordelen in natura;

8° het uurloon van gelegenheidspersoneel en van personeel met gedeeltelijke dienstprestaties.

Artikel 4.-

De reglementen waarvan sprake in vorig artikel worden vóór hun tenuitvoerlegging aan de bestendige deputatie van de provinciale raad ter goedkeuring voorgelegd.

Artikel 4.-

De reglementen tot vaststelling van de bezoldigingsregeling worden vóór hun tenuitvoerlegging aan de bestendige deputatie van de provinciale raad ter goedkeuring voorgelegd.

.../...

Heeft de bestendige deputatie zich niet binnen vier maanden na het inkomen van de reglementen op het Provinciaal Gouvernement uitgesproken, dan beschikt de Koning ambtshalve. Te dien einde wordt door de Gouverneur het dossier aan de Minister van Binnenlandse Zaken overgemaakt.

Heeft de bestendige deputatie zich niet uitgesproken binnen vier maanden nadat het reglement op het Provinciaal Gouvernement is ingekomen, dan beschikt de Koning ambtshalve.

(vierde lid).

De gemeenteraad kan bij de Koning binnen 30 dagen volgende op de notificatie aan het college van burgemeester en schepenen in beroep gaan tegen de beslissing van de bestendige deputatie houdende niet goedkeuring van het gemeentereglement.

Tegen de beslissing tot niet-goedkeuring kan de gemeenteraad bij de Koning in beroep komen binnen 30 dagen nadat hem daarvan kennis is gegeven.

(derde lid).

Iedere beslissing houdende niet-goedkeuring, of zij uitgaat van de bestendige deputatie of van de Koning, moet met redenen worden omkleed.

Iedere beslissing tot niet-goedkeuring moet met redenen worden omkleed.

HOOFDSTUK II.- WEDDESCHALEN.

Artikel 4.-

Voor de vaststelling van de weddeschalen van hun personeelsleden, worden de gemeenten in klassen ingedeeld volgens hun bevolkingscijfer zoals dit blijkt uit de jongste algemene volkstelling, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad. Deze klassen zijn die bedoeld bij artikel 5 van deze wet.

In geval van bevolkingsaanwas tussen twee algemene volkstellingen, wordt de gemeente ambtshalve ingedeeld in de klasse overeenstemmend met het gemiddelde van het bevolkingscijfer zoals dit blijkt uit de officiële opgaven over drie opeenvolgende jaren, voor zover dit gemiddelde de minimumbevolking van de hogere klasse met 2 t.h. overschrijdt.

Artikel 5.-

§ 1. Voor de vaststelling van de aan de rangen van hun personeel verbonden weddeschalen worden de gemeenten volgens hun bevolkingscijfer, zoals dit blijkt uit de jongste, in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakte algemene volkstelling, ingedeeld in de categorieën die in de bijlage bij deze wet zijn vastgesteld.

Heeft de gemeente tussen twee algemene volkstellingen een zodanige bevolkingsaanwas gekend, dat haar gemiddeld bevolkingscijfer, zoals dit blijkt uit de officiële opgaven over drie opeenvolgende sinds de jongste volkstelling verlopen jaren, 2 t.h. hoger komt te liggen dan het minimum van een categorie boven de hare, dan wordt zij ambtshalve in die hogere categorie ingedeeld.

.../...

De gemeenten, welke zich in een uitzonderlijke algemene toestand bevinden mogen, op verzoek van hun gemeenteraad, door de Koning ingedeeld worden in een hogere klasse dan die waarin zij krachtens het eerste lid zijn ingedeeld.

De gemeenten met meer dan 50.000 inwoners vallen buiten het toepassingsveld van deze bepaling.

De klasseverheffing welke een gemeente, die zich in een uitzonderlijke algemene toestand bevindt kan genieten, wordt beperkt tot :

a) een klasse, voor de gemeenten van 35.001 tot 50.000 inw.;
b) twee klassen, voor de gemeenten van 10.001 tot 35.000 inw.;
c) drie klassen, voor de gemeenten van 5.001 tot 10.000 inw.;
d) vier klassen, voor de andere gemeenten.

De indeling in een hogere klasse kan gedeeltelijk of geheel zijn.

§ 2. Iedere gemeente van een categorie beneden de twintigste, die zich in een uitzonderlijke algemene toestand bevindt, kan op haar verzoek door de Koning ingedeeld worden in een hogere categorie dan die waartoe zij krachtens § 1 behoort.

Gemeenten met 35.001 tot 50.000 inwoners kunnen alleen in de onmiddellijk hogere categorie worden ingedeeld. De andere gemeenten kunnen maar in een van de twee, drie of vier onmiddellijk hogere categorieën worden ingedeeld naargelang hun bevolkingscijfer 10.001 tot 35.000 inwoners, 5.001 tot 10.000 inwoners of minder dan 5.001 inwoners telt.

De Koning kan de rechtsgevolgen van iedere klasseverheffing die hij op verzoek toestaat, beperken, zonder echter discriminatie onder het personeel te maken.

Artikel 5, § 1 (eerste lid).

§ 1.(eerste lid). De weddeschaal verbonden aan de hoogste rang in de gemeentelijke hiërarchie wordt vastgesteld als volgt : ...(volgt een tabel)...

Artikel 6.-

De weddeschaal verbonden aan rang van gemeentesecretaris, dit is de hoogste rang in de gemeentelijke hiërarchie, wordt vastgesteld overeenkomstig de bij deze wet gevoegde tabel.

.../...

§ 2. De Koning kan de weddeschalen, vastgesteld in het eerste lid van vorige paragraaf, aanpassen binnen drie maanden na de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van ieder besluit tot wijziging van de schalen van de voor verschillende ministeries gemeenschappelijke rangen.

De Koning kan de in de tabel vastgestelde weddeschalen aanpassen binnen drie maanden na de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van enig besluit tot wijziging van de schalen van de voor verschillende ministeries gemeenschappelijke rangen.

Artikel 15.-
(Eerste lid.)

Zo de secretaris zijn ambt in twee of meer gemeenten uitoefent, wordt de weddeschaal vastgesteld voor de klasse overeenkomend met de totale bevolking van de bediende gemeenten, verhoogd met 25 t.h. of 30 t.h. naargelang de secretaris zijn ambt in twee of meer gemeenten uitoefent.

(Derde lid).

Onder voorbehoud van de verkregen toestanden mag het maximumbedrag niet hoger liggen dan het maximum, bepaald voor de klasse 6.001 tot 8.000 inwoners.

(Vierde lid).

Het bevolkingscijfer van de gemeenten die bij toepassing van artikel 13 in een hogere klasse zijn ingedeeld, wordt geacht gelijk te zijn aan het rekenkundig gemiddelde van het minimum en maximum van het bevolkingscijfer van die klasse.

(Tweede lid).

In dit geval, wordt de jaarwedde omgeslagen over de bediende gemeenten in evenredigheid met hetgeen zij zouden dienen te dragen zo zij geen gemeenschappelijke secretaris hadden. Voor de vaststelling van deze verhouding wordt alleen met de bij artikel 5 bepaalde maximumbedragen rekening gehouden.

Artikel 7.-

§ 1. Een secretaris die zijn ambt in twee of meer gemeenten uitoefent, geniet de weddeschaal vastgesteld voor de categorie die overeenkomt met het globale bevolkingscijfer van deze gemeenten, maar verhoogd met 25 t.h. of 30 t.h. naargelang het om twee of meer gemeenten gaat. Onder voorbehoud van de verkregen toestanden mag de maximumwedde van een gemeenschappelijk secretaris niet hoger liggen dan die van secretarissen van gemeenten dertiende categorie.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt het bevolkingscijfer van een gemeente die krachtens artikel 5, § 2, in een hogere klasse is ingedeeld, geacht gelijk te zijn aan het rekenkundig gemiddelde van het minimum en maximum van de bevolkingscijfers van die klasse.

§ 2. De last van de jaarwedde van de gemeenschappelijke secretaris wordt over de bediende gemeenten omgeslagen in evenredigheid met de maximumwedden welke hun onderscheiden secretarissen zouden genieten.

.../...

Artikel 5, § 3.

De Koning stelt de schalen vast voor de rangen van hoofdpolitiecommissaris of van enig politiecommissaris alsmede van gemeenteontvanger in verhouding tot de weddeschaal verbonden aan de hoogste rang in de gemeentelijke hiërarchie.

Artikel 5, § 1, tweede tot vierde lid.

De weddeschalen van de rangen welke even belangrijk zijn als bij het Rijk, zijn dezelfde als die welke voor de richtrangen bij het Rijk, behoudens wat betreft de inwendige struktuur voor de rangen bedoeld in de leden vijf en zes.

De weddeschalen van de rangen, waarvoor bij de Rijksadministraties geen gelijkwaardige rang bestaat, worden vastgesteld rekening houdend met de plaats welke de beschouwde rangen innemen in de overeenstemmende hiërarchie der rangen en weddeschaalgroepen.

De weddeschaalgroepen zijn die welke gelden voor het personeel der ministeries.

Artikel 5, § 1, vijfde en zesde lid.

Voor de weddeschalen, waarvan het maximumbedrag gelijk is aan of lager ligt dan het maximumbedrag, bepaald in het eerste lid voor de zevende klasse mag de inwendige struktuur van de schaal derwijze ingericht zijn dat het bedrag der periodieke verhogingen voor de eerste 12 jaar van de loopbaan niet uitgaat boven 5,5 % van het verschil tussen de maximumwedde en de minimumwedde van de schaal en 3 % van hetzelfde verschil voor elk volgend jaar.

Artikel 8.-

De Koning stelt de weddeschalen voor de rangen van hoofdpolitiecommissaris, van enig politiecommissaris en van gemeenteontvanger vast in verhouding tot de weddeschaal verbonden aan de rang van gemeentesecretaris.

Artikel 9.-

§ 1. Voor elke andere gemeentelijke rang is de weddeschaal dezelfde als voor de rang in een ministerie die gelijkwaardig wordt geacht uit een oogpunt van belangrijkheid van ambtsbevoegdheden, mate van verantwoordelijkheid en vereiste algemene en bijzondere bekwaamheid, los van mogelijk verschil in benamingen.

Bestaat voor een gemeentelijke rang geen gelijkwaardige rang in ministeries, dan wordt zijn weddeschaalgroep gekozen en zijn weddeschaal bepaald met inachtneming van de plaats die hij in de hiërarchie van de rangen inneemt.

De bedragen van de gemeentelijke weddeschaalgroepen moeten worden gekozen uit de bedragen van de weddeschaalgroepen van het personeel der ministeries.

§ 2. In afwijking van § 1 kan de inwendige structuur van iedere weddeschaal, waarvan het maximum niet hoger is dan dat van de weddeschaal van secretarissen van gemeenten tiende categorie, worden aangepast :

1° derwijze dat alle verhogingen gelijk en jaarlijks zijn, zonder enige wijziging in de omvang van de loopbaan, als het gaat om een weddeschaal met een hoger maximum dan dat van de weddeschaal van secretarissen in gemeenten zevende categorie;

.../...

Voor de weddeschalen waarvan het maximumbedrag hoger is dan dat bedoeld in vorig lid, zonder uit te gaan boven het maximumbedrag bepaald voor de tiende klasse, mogen jaarlijkse verhogingen, alle van hetzelfde bedrag, worden voorzien.

2° vrijelijk maar zonder dat de waarde van de periodieke verhogingen voor ieder van de eerste twaalf jaren van de loopbaan en voor ieder van de daaropvolgende jaren onderscheidenlijk meer mag bedragen dan 5,5 t.h. en 3 t.h. van de globale waarde der verhogingen in de weddeschaal, als het gaat om een weddeschaal met een zelfde of een lager maximum dan dat van de weddeschaal van secretarissen in gemeenten zevende categorie.

(Nieuw).

Hoe de structuur krachtens het eerste lid ook moge zijn aangepast, de rang waaraan de weddeschaal is verbonden blijft tot dezelfde weddeschaalgroep behoren.

HOOFDSTUK III. - COMPLEMENT.

Artikel 6.-

Wordt enkel medegerekend voor de berekening van de anciënniteit, de werkelijke diensttijd door de personeelsleden zonder onderbreking doorgebracht bij het Rijk, de Kolonie, de provincies, de gemeenten, de commissies van openbare onderstand en de openbare kassen van lening. Voor de technische rangen wordt de werkelijke diensttijd in volledige betrekking doorgebracht in de privé-sector medegerekend naar rata van de helft van de vervulde diensttijd, met een maximum van 6 volle integraal bij te rekenen jaren en op voorwaarde dat de aldus opgedane ondervinding kan beschouwd worden als dienstig voor het vervullen van de gemeentelijke technische betrekking.

Artikel 10.-

Van de diensten die vóór de benoeming zijn verricht, mag de bezoldigingsregeling met het oog op de berekening van het complement alleen in aanmerking nemen de werkelijke diensten, zonder onderbreking verricht in diensten van het Rijk, van provincies, van gemeenten, van commissies van openbare onderstand, van openbare kassen van lening en in diensten zonder eigen rechtspersoonlijkheid die onder het gouvernement van Belgisch-Congo en van de trustgebieden ressorteren.

Voor de technische rangen echter kunnen de werkelijke diensten, in volledige betrekking doorgebracht in particuliere bedrijven, in aanmerking worden genomen naar rata van de helft van hun werkelijke duur, met een maximum van zes volle jaren, op voorwaarde dat de opgedane ervaring dienstig is voor het vervullen van de technische gemeentebetrekking.

.../...

De jaarwedde van de meerekenbare diensttijd mag niet meer bedragen dan :

a) de jaarlijkse verhoging, de helft van de tweejaarlijkse verhoging, een derde van de driejaarlijkse verhoging, enzovoort, welke de schaal verbonden aan de rang, waarvan het personeelslid titularis is, regelt en voor zover er volkomen gelijkenis bestaat tussen de vroegere betrekkingen en de huidige rang;

b) de helft van de jaarlijkse verhoging, een vierde van de tweejaarlijkse verhoging, een zesde van de driejaarlijkse verhoging, enzovoort, welke de schaal, verbonden aan de rang, waarvan het personeelslid titularis is, regelt, wanneer er geen volkomen gelijkenis bestaat tussen de vergeleken ambten.

De duur van de meerekenbare diensttijd van het personeelslid mag nooit meer bedragen dan de werkelijke duur van de tijdvakken welke deze diensttijd dekt.

Artikel 8.-

§ 1. Bij bevordering tot een rang, ingedeeld bij dezelfde weddeschaalgroep, is het personeelslid gerechtigd het complement, verkregen in de rang welke hij verlaat, in zijn nieuwe weddeschaal te zien opnemen. In dat geval wordt het uitgangspunt van de in de nieuwe

De aan één jaar vroegere diensten toe te kennen waarde mag niet meer bedragen dan :

1° de jaarlijkse verhoging, de helft van de tweejaarlijkse verhoging, een derde van de driejaarlijkse verhoging, enzovoorts, die geldt voor de weddeschaal verbonden aan de gemeentelijke rang, indien de vroegere functies ten minste gelijkwaardig zijn, in de zin van artikel 9, met het door de ambtenaar uitgeoefende gemeenteambt;

2° de helft van de jaarlijkse verhoging, een vierde van de tweejaarlijkse verhoging, een zesde van de driejaarlijkse verhoging, enzovoorts, in het tegenovergestelde geval.

Voor ieder van de voegere diensten mag de in aanmerking genomen duur in geen geval meer bedragen dan de werkelijke duur van de effectieve uitoefening van de in aanmerking genomen functie.

Artikel 11.-

§ 1. De bezoldigingsregeling kan bepalen dat de bevorderde ambtenaar het complement, verkregen in de rang die hij achter zich laat, geheel of gedeeltelijk behoudt. Maakt de gemeente van dit recht gebruik, dan vinden de volgende regelen toepassing.

.../...

schaal voorkomende periodieke verhogingen bepaald door het aan de nieuwe rang verbonden minimum verhoogd met het verkregen complement.

§ 2. Bij bevordering tot een rang welke ingedeeld is bij een hogere weddeschaalgroep, mag het complement niet uitgaan boven het verschil tussen het maximum en het minimum van de aan de verlaten rang verbonden weddeschaal, gedeeld door de loopbaanspreiding en vermenigvuldigd met de in jaren uitgedrukte ancienniteit verkregen in de weddeschaal van de verlaten rang.

Dat complement wordt teruggebracht tot het bedrag dat bekomen wordt na vermenigvuldiging van het vierde van het bedrag der tweejaarlijkse verhoging dewelke de bevordering in wedde beheerst in de schaal waarvan sprake is in artikel 5 voor klasse 15, met de ancienniteit verkregen in de schaal van de verlaten rang, in geval van bevordering tot een rang die bezoldigd wordt op grond van een schaal welke dezelfde is, of hoger ligt dan de hiervorenbedoelde. Hetzelfde geldt in geval van bevordering tot een rang behorende tot een hogere weddeschaalgroep dan die van klasse 15.

§ 2. Wordt de ambtenaar tot een rang van dezelfde weddeschaalgroep bevorderd, dan begint hij onmiddellijk met een wedde, gevormd door enerzijds het minimum van de weddeschaal van zijn nieuwe rang, anderzijds het in § 1 vermelde complement. Naderhand heeft hij alleen recht op de verhogingen waarmede hij de boven deze beginwedde liggende virtuele wedden kan bereiken.

§ 3. Wordt de ambtenaar tot een rang van een hogere weddeschaalgroep bevorderd, dan

1° mag, als de weddeschaal van de nieuwe rang beneden die van secretarissen van gemeenten vijftiende categorie ligt, het in § 1 vermelde complement niet hoger liggen dan de jaarlijkse gemiddelde verhoging van de weddeschaal van de rang die hij achter zich heeft gelaten, vermenigvuldigd met het aantal volle jaren van in die laatste weddeschaal verkregen ancienniteit;

2° is, als de weddeschaal van de nieuwe rang gelijk is aan of hoger ligt dan die van secretarissen van gemeenten vijftiende categorie, evengenoemd complement gelijk aan de helft van de jaarlijkse gemiddelde verhoging van de weddeschaal dezer secretarissen, vermenigvuldigd met het aantal volle jaren van ancienniteit, verkregen in de weddeschaal van de graad die hij achter zich laat.

§ 3. De titularis van een schaal welke onder een gelijke of hogere weddeschaal dan die van klasse 18 valt, kan te allen tijde een complement genieten dat berekend wordt op de voet van de ancienniteit welke hij feitelijk heeft verkregen in rangen die tenminste behoren tot de weddeschaalgroep voorzien voor de klasse 15.

§ 4. Een vast personeelslid, die een bevordering bekwam, ontvangt te genertijd in zijn nieuwe rang een lagere wedde dan hij in zijn vorige rang mocht hebben genoten.

Zulks geldt eveneens wanneer een personeelslid van ambtswege naar een andere dienst wordt overgeheveld.

Artikel 7.-

De gemeenteraad mag in de voorwaarden vast te stellen door de Koning een stelsel van doorlopende carrière voorzien voor de rangen waarvan het schaalmaximum gelijk staat met of lager ligt dan het maximum vastgesteld voor de klasse van gemeenten met 1.001 tot 1.250 inwoners.

§ 4. Hij die een weddeschaal geniet uit een weddeschaalgroep welke gelijk is aan of hoger ligt dan die waartoe de weddeschaal van secretarissen van gemeenten achttiende categorie behoort, mag in plaats van het in de vorige paragrafen bedoelde complement te allen tijde aanspraak maken op een complement, berekend volgens de ancienniteit die verkregen is in alle rangen van een weddeschaalgroep gelijk aan of hoger dan die van secretarissen van gemeenten vijftiende categorie.

Artikel 12.-

Ieder vastbenoemd ambtenaar, die bevorderd is of ambtshalve met verandering van zijn rang is overgeplaatst, heeft te allen tijde recht op een wedde, ten minste gelijk aan die welke hij zou hebben genoten in de rang die hij achter zich heeft gelaten.

Artikel 13.-

Onder door de Koning te bepalen voorwaarden kan de bezoldigingsregeling een stelsel van doorlopende carrière invoeren voor titularissen van rangen, wier maximumwedde gelijk is aan of lager is dan die van secretarissen van gemeenten vijfde categorie.

.../...

HOOFDSTUK IV.- INDIVIDUELE WEDDE.

Artikel 10, eerste lid.-

Het college van burgemeester en schepenen stelt de individuele wedden vast overeenkomstig de bepalingen van het reglement, bedoeld bij artikel 3 van deze wet.

Artikel 14.-

Het college van burgemeester en schepenen stelt de individuele wedden vast overeenkomstig het bepaalde in de gemeentelijke bezoldigingsregeling.

Artikel 11.- § 3.

De dag- of uurbezoldiging van de personeelsleden met onvolledige dienstbetrekking wordt vastgesteld in evenredigheid met de wedde welke zou worden toegekend aan de vaste personeelsleden met een gelijke, volledige dienstbetrekking.

Het bepaalt de dag- of uurbezoldiging van ambtenaren met gedeeltelijke dienstbetrekking in evenredigheid met de wedde die het zou toekennen aan ambtenaren die het overeenkomstige ambt met gehele dienstbetrekking uitoefenen.

Artikel 10, zesde, zevende en achtste lid.

Verzuimt het college van burgemeester en schepenen de bepalingen van vorenbedoeld reglement toe te passen, dan kan het benadeelde personeelslid aan de gouverneur een verzoek om toepassing van het reglement richten.

De gouverneur maakt het verzoekschrift over aan de gemeenteoverheid en nodigt deze uit een beslissing te nemen binnen een maand na ontvangst van de uitnodiging door het college van burgemeester en schepenen.

Gaat de gemeenteoverheid op dat verzoek niet in, dan beschikt de gouverneur in plaats van de in gebreke blijvende overheid na de redenen van die houding te hebben gevraagd.

Artikel 15.-

Verzuimt het college van burgemeester en schepenen een beslissing tot toepassing van de bezoldigingsregeling te nemen, dan kan de benadeelde ambtenaar bij de gouverneur een verzoek indienen strekkend tot het doen nemen van die beslissing.

De gouverneur geeft het verzoek door aan het college, met de vraag zich binnen een maand na ontvangst uit te spreken.

Gaat het college niet binnen deze termijn op die vraag in, dan neemt de gouverneur zelf de beslissing, na het college naar de redenen van zijn onthouding te hebben gevraagd.

.../...

Artikel 10.- (tweede lid)

Oordeelt het (het schepencollege) dat het de anciënniteitsverhoging niet kan toekennen aan een personeelslid die zijn ambt niet naar behoren vervult, dan maakt hij de zaak aanhangig bij de gemeenteraad die, na het personeelslid te hebben gehoord en proces-verbaal van dezes verklaringen te hebben opgemaakt, de verhoging bij een met redenen omklede beslissing kan verdagen of weigeren.

Artikel 10, derde, vierde en vijfde lid.

Beroep staat open voor de ambtenaar die meent benadeeld te zijn door de wijze waarop het reglement, bedoeld in artikel 3, van deze wet, op hun wordt toegepast, of aan wie de anciënniteitsvergoeding wordt geweigerd.

Dat beroep dient aan de gouverneur te worden toegezonden binnen 15 dagen na de dag waarop de beslissing van het college van burgemeester en schepenen of van de gemeenteraad hem wordt genotificeerd.

De gouverneur is gerechtigd om uitspraak doende op dat beroep, de genomen beslissing bij een met redenen omkleed besluit te wijzigen.

Artikel 12.-

De wedden zijn onderworpen aan hetzelfde mobiliteitsstelsel wegens de schommelingen van het indexcijfer als dat van toepassing op het Rijkspersoneel.

Artikel 16.-

Oefent een ambtenaar zijn ambt niet op bevredigende wijze uit, dan kan de gemeenteraad, op voorstel van het college van burgemeester en schepenen, na de belanghebbende te hebben gehoord en na procesverbaal van zijn uitleg te hebben opgemaakt, de toekenning van de verhoging, met of zonder terugslag op latere verhogingen, verdagen, dan wel verhoging weigeren, de beslissing is met redenen omkleed.

Artikel 17.-

De ambtenaar die zich door een krachtens artikel 14 genomen beslissing tot toepassing van de bezoldigingsregeling of door een krachtens artikel 16 genomen beslissing benadeeld acht, kan binnen vijftien dagen nadat hem van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen of van de gemeenteraad kennis is gegeven, bij de gouverneur in beroep komen.

Bij met redenen omkleed besluit wijzigt de gouverneur de beslissing of wijst hij het beroep af.

Artikel 18.-

Gemeentewedden zijn aan hetzelfde mobiliteitsstelsel wegens schommelingen van het indexcijfer onderworpen als de wedden van het personeel van Ministeries.

.../...

Artikel 11.-

§ 1. Het vaste of stagedoende personeelslid wordt betaald per maand en vooruit.

De maandwedde is gelijk aan 1/12e van de jaarwedde. Deze laatste gaat in met de dag van indiensttreding voor de aangeworven ambtenaren, en met de dag van bevordering voor de ambtenaren, die tot een hogere rang overgaan.

Wanneer een vast of stagedoend personeelslid overlijdt of in ruste wordt gesteld wordt de wedde van de lopende maand niet teruggevorderd. De vooruit betaalde wedde wordt teruggevorderd wanneer het personeelslid vrijwillig zijn betrekking verlaat in de loop van de maand.

§ 2. Het andere gemeentepersoneel dan dat bedoeld in § 1 van dit artikel wordt betaald maandelijks na vervallen termijn. Het gemeentereglement mag evenwel een speciale periodiciteit bepalen voor de betaling aan de personeelsleden die tot het meesters-, vak- en dienstpersoneel behoren.

Artikel 9.- § 1.

De standplaats-, haard-, gezins- en geboortetoelagen, het vacantiegeld en alle andere voordelen in geld of natura, welke geen werkelijke lasten dekken en geregeld zijn door de op het personeel der ministeries toepasselijke algemene bepalingen, worden onder dezelfde voorwaarden aan het gemeentepersoneel verleend.

Artikel 19.-

§ 1. De wedde gaat in de dag waarop de ambtenaar in dienst treedt dan wel bevorderd wordt, naar gelang van het geval.

§ 2. Vastbenoemde en stagedoende ambtenaren worden maandelijks vooruit betaald naar rata van 1/12e van hun jaarwedde.

De wedde kan niet gedeeltelijk worden teruggevorderd wanneer een ambtenaar in de loop van een mand komt te overlijden of in rust wordt gesteld ; zij kan wel worden teruggevorderd, als de ambtenaar vrijwillig uit zijn betrekking treedt.

§ 3. Tijdelijke gemeenteambtenaren en ambtenaren met gedeeltelijke dienstbetrekking worden maandelijks na vervallen termijn uitbetaald. Het gemeentereglement kan echter een speciale periodiciteit bepalen voor de uitbetaling aan meesters-, vak- en dienstpersoneel.

HOOFDSTUK V.- TOELAGEN EN VERGOEDINGEN.

Artikel 20.-

De standplaats-, haard-, gezins- en geboortetoelagen, het vacantiegeld en alle andere voordelen in geld of natura, welke geen werkelijke lasten dekken en geregeld zijn door de op het personeel der ministeries toepasselijke algemene bepalingen, worden onder dezelfde voorwaarden aan het gemeentepersoneel verleend.

.../...

Artikel 16.-

De wedde van de secretaris slaat op alle prestaties waartoe de belanghebbende normaal kan gehouden zijn, met inbegrip van die welke het bijhouden van de registers van de burgerlijke stand medebrengt in de gemeente waar deze werkzaamheden niet aan een ander personeelslid zijn opgedragen.

Artikel 9.- § 2.

Geen andere vergoeding dan deze welke bij het gemeentereglement voorzien zijn mogen, onder welke benaming ook, worden toegekend.

Artikel 21.-

De wedde van de gemeentesecretaris slaat op alle prestaties waartoe de belanghebbende normaal kan gehouden zijn, met inbegrip van die welke het bijhouden van de registers van de burgerlijke stand medebrengt in gemeenten waar dit werk niet aan een ander ambtenaar is opgedragen.

Artikel 22.-

Geen uitkering of vergoeding mag, onder welke benaming ook, worden toegestaan, tenzij ze in het gemeentereglement is voorzien.

HOOFDSTUK VI.- WIJZIGINGS-, OPHEFFINGS-, EN OVERGANGSBEPALINGEN.

Artikel 23.-

In de gemeentewet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

(nieuw)

§ 1. Artikel 109, zesde lid, vervangen bij de wet van 3 juni 1957, wordt opgeheven.

(nieuw)

§ 2. In artikel 109, achtste lid, ingevoegd bij de wet van 3 juni 1957, vervallen de woorden "of de weigering van de periodieke weddeverhoging".

Artikel 14.-

Het tweede lid van artikel 110 van de gemeentewet als gewijzigd bij de wet van 3 juni 1957 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 110, tweede lid : De tijdelijke secretaris geniet voor iedere dag prestatie een wedde gelijk aan één driehonderdste van de gemiddelde wedde van de schaal voor het ambt, tenzij hij onder het gemeentepersoneel wordt gekozen. In dit geval

§ 3. Artikel 110, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 3 juni 1957, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De tijdelijke secretaris geniet voor iedere dag prestatie een wedde gelijk aan een driehonderste van de gemiddelde wedde van de schaal van het ambt, tenzij hij uit het gemeentepersoneel wordt gekozen. In dit geval krijgt hij, als hij het ambt gedurende meer

.../...

krijgt hij, zo hij het ambt gedurende meer dan één maand uitoefent, een toelage voor uitoefening van hogere functies berekend naar de regelen vervat in het gemeentereglement als bedoeld bij artikel 3 van deze wet".

dan één maand uitoefent, een toelage voor uitoefening van hogere functies berekend naar de regelen vastgesteld in de gemeentelijke bezoldigingsregeling".

Artikel 19.-

Opgeheven worden :

§ 4. Opgeheven worden :

4. Artikel 111 van de gemeentewet, gewijzigd door de wetten van 17 augustus 1920, 21 december 1927, 18 december 1930, de besluitwet van 10 januari 1947 en de wet van 3 juni 1957 ;

1° artikel 111, gewijzigd bij de wet van 3 juni 1957 en bij het koninklijk besluit van 12 juli 1958 ;

5. De drie eerste leden van artikel 122 van de gemeentewet, gewijzigd door het koninklijk besluit nr 33 van 10 november 1934 en de wet van 3 juni 1957 ;

2° artikel 122, eerste, tweede en derde lid, vervangen bij de wet van 3 juni 1957 ;

6. De elf eerste leden van artikel 127bis van de gemeentewet gewijzigd door de wetten van 18 oktober 1921 en 16 december 1924, het koninklijk besluit van 14 augustus 1933 en de wet van 3 juni 1957 ;

3° met uitzondering van het laatste lid, artikel 127bis, ingevoegd in de gemeentewet bij de wet van 18 oktober 1921 en gewijzigd bij de wet van 16 december 1924, bij koninklijk besluit van 14 augustus 1933 en bij de wet van 3 juni 1957 ;

8. Artikel 130 van de gemeentewet, ingelast door de wet van 3 juni 1957 ;

4° artikel 130, vervangen bij de wet van 3 juni 1957;

7. De negen eerste leden van artikel 58 van het landelijk wetbock;

Artikel 24.-

Artikel 58, eerste tot negende lid, van het veldwetboek, gewijzigd bij de wet van 30 januari 1924 en bij de besluitwet van 10 januari 1947, wordt opgeheven.

Artikel 25.-

1. De wet van 21 december 1927, gewijzigd door de wet van 18 december 1930 en de besluitwet van 10 januari 1947, met uitzondering van artikel 7, wat het gemeentepersoneel betreft ;

Op het gemeentepersoneel zijn niet meer van toepassing de artikelen 1 tot 6 en 8 tot 15 van de wet van 21 december 1927, betreffende de beroepsklerken, technische bedienden, politieagenten en in 't algemeen al de aangestelden der gemeenten en der daarvan afhangende besturen, gewijzigd bij de besluitwet van 10 januari 1947.

.../...

2. De artikelen 2, 3, 5, 8 en 9 van het koninklijk besluit nr 125 van 28 februari 1935, betreffende de bezoldigingen en pensioenen ten laste van de provincies en de gemeenten, gewijzigd door het koninklijk besluit nr 171 van 31 mei 1935,het koninklijk besluit nr 280 van 31 maart 1936 en door de besluitwet van 10 januari 1947 voor wat het gemeentepersoneel betreft;

Artikel 26.-
Op het gemeentepersoneel zijn niet meer van toepassing de artikelen 2, 3, 5, 8 en 9 van het koninklijk besluit nr 125 van 28 februari 1935 betreffende de bezoldigingen en pensioenen ten laste van de provincies en de gemeenten, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 171 van 31 mei 1935 en bij de besluitwet van 10 januari 1947.

3. De artikelen 2 tot en met 5 van de besluitwet van 10 januari 1947 ;

Artikel 27.-
De artikelen 2 tot 5 van de besluitwet van 10 januari 1947 betreffende de bezoldiging van het personeel der provincies,gemeenten, aan de provincies en gemeenten ondergeschikte openbare besturen en der verenigingen van gemeenten, worden opgeheven.

Artikel 18.-
Artikel 11, par. 4, van de wet van 24 december 1948, gewijzigd bij artikel 9 van de wet van 3 juni 1957, betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 4.Een verhoging van de basisdotatie wordt eveneens toegekend aan de gemeenten die bij toepassing van artikel 13 van deze wet in een hogere klasse zijn ingedeeld voor zover zij ten minste 900 inwoners tellen.

Deze verhoging wordt bij koninklijk besluit bepaald.

Artikel 28.-
Artikel 11, § 4, van de wet van 24 december 1948, betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën, gewijzigd bij de wet van 3 juni 1957, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 4.Een verhoging van de basisdotatie wordt eveneens toegekend aan gemeenten die bij toepassing van de wetgeving betreffende de bezoldigingsregeling van het gemeentepersoneel in een hogere klasse zijn ingedeeld indien zij ten minste 900 inwoners tellen.

Deze verhoging wordt bij koninklijk besluit bepaald.

.../...

De klasseverheffingen worden enkel in aanmerking genomen indien zij uiterlijk op 30 september van het jaar voorafgaande aan dat waarop de verdeling betrekking heeft, hebben plaats gehad".

Klasseverheffingen worden enkel in aanmerking genomen indien zij uiterlijk plaats hebben gehad de 30e september van het jaar vóór dat waarop de omslag betrekking heeft".

Artikel 19, 9°.

(opgeheven worden) :

9. De koninklijke besluiten van 27 september 1957 en 16 december 1958, genomen in uitvoering van de artikelen 110 en 111, par. 2, 2°, van de gemeentewet.

Artikel 29.-

Het koninklijk besluit van 27 december 1957 betreffende de vaststelling van het weddecomplement van gemeentesecretarissen, gemeenteontvangers, politiecommissarissen en adjunct-commissarissen, wordt opgeheven.

Artikel 17.-

De gemeenteraden dienen binnen zes maanden na de bekendmaking van deze wet in het Belgisch Staatsblad over te gaan tot het opstellen van het reglement bedoeld bij artikel 3.

Wanneer de door de gemeenteraad overeenkomstig de bepalingen van deze wet vastgestelde nieuwe bezoldigingsregeling minder gunstig uitvalt dan de bezoldigingsregeling welke het personeel bedoeld bij artikel 1 genoot op het ogenblik van het neerleggen van het wetsontwerp houdende de bezoldigingsregeling van het gemeentepersoneel bij het Parlement, zal dit personeel onder persoonlijke titel de gunstiger regeling mogen blijven genieten.

Artikel 30.-

Binnen zes maanden na de bekendmaking van deze wet in het Belgisch Staatsblad stellen de gemeenteraden de in artikel 3 voorgeschreven reglementen op.

Ambtenaren die op ... (datum van het besluit tot indiening van het wetsontwerp) een gunstiger bezoldigingsregeling genoten dan de gemeenteraad overeenkomstig de bepalingen van deze wet zal vaststellen, kunnen het genot van hun vroegere bezoldigingsregeling persoonlijk behouden.

BIJLAGE.

...(tabel die voorkomt in artikel 5, § 1, eerste lid, van de tekst der Regering) ...

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L.MOUREAU, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE, raadsheren van State,

L.FREDERICQ, assesseurs de la section de législation,
J.LIMPENS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J.DE KOSTER, greffier adjoint, — greffier.
Mevrouw : adjunct-griffier, — griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.
Le rapport a été présenté par M.G.BOLAND, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J.DE KOSTER.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H.G.BOLAND, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.